

CEE-ONU
COMITE DES TRANSPORTS INTERIEURS
70^{ème} Session (18-20 février 2008)

Réunion ministérielle sur les liaisons de transport entre l'Europe et l'Asie

**Intervention de Alain Rathery, Secrétaire Général Adjoint
du Forum International des Transports (FIT)**

Je voudrais tout d'abord adresser tous mes remerciements aux organisateurs de cette réunion ministérielle pour avoir invité le Forum International des Transports à y participer. C'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole au cours de cette réunion.

Le Forum International des Transports qui a pris la suite de la Conférence Européenne des Ministres des Transports, ne peut qu'être intéressé par les liaisons entre l'Europe et l'Asie. Le Forum a en effet une dimension mondiale avec la participation de plus de 50 pays appartenant à tous les continents et notamment aux continents européen et asiatique. Par ailleurs, le Forum s'adresse désormais à l'ensemble des modes de transport non seulement terrestres mais également aériens et maritimes et l'on sait combien ces derniers sont au cœur des échanges entre l'Europe et l'Asie.

Le sujet des liaisons entre l'Europe et l'Asie n'est pas nouveau pour les Ministres des Transports du Forum. Déjà dans l'ancien cadre de la CEMT ils avaient pris des initiatives dans ce domaine.

Conscients que le développement des liaisons terrestres pouvait offrir une alternative valable aux transports maritimes confrontés de plus en plus à l'engorgement des dessertes terrestres des ports ainsi qu'à de grands problèmes de sécurité et de sûreté, les Ministres des Transports de la CEMT lors de leur réunion à Moscou en 2005 avaient adopté un document préconisant toute une série d'actions politiques afin de développer une approche cohérente pour la mise en place de liaisons efficaces de transport terrestre entre l'Europe et l'Asie.

Dans ce document les Ministres avaient tout d'abord insisté sur la nécessité de développer des infrastructures adéquates. Toutefois, ils avaient tenu à souligner que la limitation des ressources disponibles et la nécessité d'assurer une bonne coordination entre les projets impliquaient que soit développé un processus de planification à l'échelon international et que les projets soient sélectionnés après une analyse approfondie de leur pertinence. C'est pourquoi les Ministres de la CEMT avaient apporté un clair soutien à la première phase du projet CEE-ONU/CESAP. L'on ne peut donc aujourd'hui que se féliciter des recommandations de l'étude conjointe sur les liaisons Europe-Asie qui a permis d'identifier les projets les plus pertinents le long d'un certain nombre de corridors clairement définis et de développer une approche multimodale telle que préconisée par les Ministres de la CEMT.

Dans le même document adopté à Moscou, les Ministres des Transports de la CEMT avaient également souligné que la mise en place de corridors euro-asiatiques n'avait de sens que si les services de transports terrestres qui pouvaient s'y développer, n'étaient pas freinés par toute une série d'obstacles entravant leurs conditions d'exploitation et réduisant leur compétitivité par rapport au transport maritime. Parmi les obstacles nommément identifiés par les Ministres, on peut mentionner :

- L'absence d'harmonisation des dispositions réglementant les marchés de transport ;
- L'efficacité insuffisante des chemins de fer ;
- Le recours à des technologies désuètes de transport et d'information ;
- Les difficultés de franchissement des frontières ;
- Le manque de sécurité et les pratiques illégales.

Là encore on ne peut que se réjouir de constater que l'étude conjointe sur les liaisons de transport Europe-Asie a de nouveau mis l'accent sur ces obstacles non physiques et a formulé toute une série de recommandations pour des actions.

Je voudrais souligner à cet égard combien les préoccupations ainsi exprimées lors de la première phase du projet CEE-ONU/CESAP rejoignent celles des Ministres du Forum International des Transports. Lors de leur dernière réunion à Sofia, en mai dernier, ils ont en effet au cours de leur discussion centrée sur le problème de la congestion débattu de manière extensive des problèmes de passages aux frontières qui, selon les calculs du Forum Économique de Davos entraîneraient des coûts supplémentaires pouvant représenter jusqu'à 10 % du prix final des marchandises. A cette occasion et sur la base notamment d'un excellent rapport sur la facilitation des échanges élaboré par celle qui est devenue depuis la Directrice de la Division des Transports de la CE-ONU, ils ont à nouveau insisté sur la nécessité d'une action forte en ce domaine.

C'est dans ce même esprit qu'ils ont choisi pour thème central du Forum qui aura lieu à Leipzig en 2009 «la mondialisation et les transports». Nul doute que le problème des passages aux frontières et de la facilitation des échanges sera de nouveau évoqué à cette occasion.

En conclusion et compte tenu de ce qui précède, il va de soit que le Forum International des Transports ne peut que se féliciter de la Déclaration qui est aujourd'hui soumise à la signature des Ministres des Transports de la Région Europe-Asie. Il ne peut qu'encourager vivement la poursuite du projet sur les liaisons de transport Europe-Asie et le développement d'une seconde phase afin de s'assurer de la mise en œuvre effective des mesures identifiées lors de la première phase.

Il ne fait aucun doute que l'application réelle de ces mesures permettra aux transports sur les relations entre l'Europe et l'Asie de répondre réellement aux défis de la globalisation et de la mondialisation des échanges. Or ce sont justement ces défis auxquels les Ministres des Transports sont appelés à trouver des réponses politiques dans le cadre du Forum International des Transports, la nouvelle instance à vocation mondiale qu'ils ont eux-mêmes décidé de mettre en place. Je suis donc certain que les nouveaux travaux qui seront lancés sur les relations Europe-Asie ne pourront qu'apporter une utile contribution aux réflexions du Forum International des Transports.